

Débat sur la Transition Energétique : Attention danger !

LH 08/10/2014

Le projet de loi relatif à la transition énergétique dite « pour la croissance verte » est en ce moment débattu à l'Assemblée Nationale.

Un des objectifs de cette loi est de ramener la part du nucléaire à 50% de la production d'électricité en 2025.

Dans ce cadre, les Confédérations Syndicales FO, CGT, CGC et CFDT ont participé à la Commission Spéciale du 17/09/2014 afin que chaque délégation puisse développer ses analyses et remarques sur ce texte.

NUCLEAIRE : VERS UNE CASSE INDUSTRIELLE ?

En décidant que la production nucléaire ne devra pas dépasser la production actuelle (63.2 GW) et en créant un plafond de production d'électricité nucléaire (50% en 2025 !), cette loi impose concrètement de choisir le moment venu de fermer certaines tranches de réacteurs.

Dans un premier temps, il s'agirait de réacteurs 900 MW, c'est-à-dire moxés, avec toutes les conséquences pour les Etablissements de MELOX et de LA HAGUE ! C'est économiquement et socialement stupide.

Voici des extraits des différentes interventions (le compte-rendu intégral de la réunion de la Commission Spéciale de l'Assemblée Nationale étant disponible au local FO - Bâtiment Social) :

« ... FO tient à souligner l'aspect idéologique de ces dispositions, d'autant plus incompréhensibles qu'elles frappent un secteur industriel dans lequel la France est le leader mondial et qui emploie 220 000 salariés. Pour FO, le nucléaire est une industrie d'avenir... »

« ... Le second point contesté par la CGT a trait à la diminution du nucléaire. Pour la CGT, ces objectifs sectoriels sont difficilement conciliables et peuvent conduire à des surcoûts, voire à des impasses. Quand on considère la place centrale de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, on ne peut réduire de façon automatique la part du nucléaire sans expliciter les moyens de produire les 50 % restants. Or le projet de loi est muet sur ce point... »

« ... Par ailleurs, la stratégie bas carbone doit absolument intégrer toutes les composantes du mix énergétique, ainsi que ses indispensables adaptations aux évolutions climatiques. Elle doit intégrer la politique de transport et de mobilité du pays et tenir compte de l'ensemble des énergies. Il nous (Ndlr CFE/CGC) semble donc prématuré de fixer une trajectoire pour la production nucléaire, qu'il s'agisse d'une limitation à 50 % ou d'un plafonnement à 63,2 gigawatts... »

« ... La CFDT approuve et soutient les objectifs ambitieux du projet de loi, la CFDT défend une réduction de la part d'électricité provenant du nucléaire, mais elle la chiffre à 60 % en 2030. Bien sûr, certaines centrales devront fermer, mais il convient de réfléchir à la manière de s'y préparer... »

Nous ne commenterons pas les différentes déclarations, mais nous tenons à préciser ceci :

Réduire la part du nucléaire, c'est :

- 1) Arrêter des réacteurs moxés,
- 2) Mettre à mal l'activité recyclage (LA HAGUE et MELOX),
- 3) Sacrifier l'emploi dans ces domaines !

Pour FO, c'est une position dogmatique, malhonnête et hypocrite vis-à-vis des salariés de la filière nucléaire.

A la lecture des débats, les salariés pourront se forger leur propre opinion sur les objectifs réels des Organisations Syndicales et de leurs élus censés les défendre et les représenter !

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à nous contacter :

Local FO Bâtiment Social 26861

Site Internet FO : www.fo-areva-lahague.org